



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

établissements de soins

Question écrite n° 36985

Texte de la question

M. Pierre Hellier s'inquiète de l'apparente inertie des pouvoirs publics face au problème, ô combien important, de la prévention des toxicomanies et de la prise en charge et de l'accompagnement des toxicomanes. En effet, depuis 3 ans, malgré l'annonce d'un plan triennal de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie qui se résume à étendre les compétences des associations d'intervenants en toxicomanie aux abus d'alcool et de tabac, aucun effort budgétaire n'a été consenti, à tel point que la France reste dans le peloton de queue des pays européens quant aux budgets alloués à la prise en charge sanitaire et sociale des consommateurs de drogues. Il demande donc à Mme la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale de bien vouloir indiquer les mesures qu'elle entend prendre, dès l'an 2000, pour concrétiser une volonté réelle de prévention et de traitement des toxicomanes en apportant à ceux qui effectuent cette prévention par leur écoute, par leur travail quotidien, notamment auprès des jeunes, les moyens nécessaires pour poursuivre et amplifier leurs actions.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention de la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale sur les difficultés budgétaires rencontrées par les professionnels du dispositif spécialisé de soins aux personnes toxicomanes pour assurer leur mission alors même que les orientations gouvernementales inscrites dans le plan triennal 1999-2001 visent à la prise en charge de l'ensemble des comportements addictifs des usagers de substances psycho-actives licites et illicites. La politique de lutte contre la toxicomanie et les dépendances est une priorité de santé publique qui se traduit par une affectation de moyens importants. Depuis 1997, notamment, elle s'est accompagnée d'un effort budgétaire conséquent permettant une amélioration et une diversification des prises en charge. Ainsi, dans le domaine de la prise en charge sanitaire, les crédits affectés au chapitre 47-15-40 du budget de l'Etat ont été augmentés de 14 % sur les quatre derniers exercices. Les moyens affectés aux réseaux ville-hôpital et aux équipes de liaison intra hospitalières ont également été majorés de 34 %. Les crédits affectés à la prévention et à l'accompagnement social de 61 % sur la même période. Un effort particulier en matière d'hébergement et d'aide à l'insertion à hauteur de 18,5 millions a été réalisé dans le cadre de l'application des dispositions prévues par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions. Sur le budget 2000, des crédits nouveaux à hauteur de 11,89 MF ont été obtenus en matière de lutte contre les pratiques addictives pour consolider les structures spécialisées dans la prise en charge des personnes toxicomanes encore financées sur crédits interministériels. Ces crédits permettront également d'assurer le financement des avenants conventionnels et d'appliquer le taux d'évolution au fonctionnement des centres de soins. Les mesures d'accompagnement pour l'application de la réduction du temps de travail dans l'ensemble des structures soutenues par le ministère font actuellement l'objet d'une étude globale par ses services.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Hellier](#)

Circonscription : Sarthe (1^{re} circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 36985

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : santé et action sociale

Ministère attributaire : santé et action sociale

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 1er novembre 1999, page 6272

Réponse publiée le : 7 février 2000, page 919